

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 23 janvier 1997

## PROJETS APPROUVÉS PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF

Point 9 b) de l'ordre du  
jour



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.1/97/9-B/Add.5

16 décembre 1996  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROJET BANGLADESH 2197 (Elarg.10)

### Développement rural

Durée du projet	Deux ans
Coût total pour le PAM	59 769 804 dollars
Coût total pour le gouvernement	50 972 200 dollars
Financement extérieur	62 605 000 dollars
Nombre de bénéficiaires	2 250 000 (travailleurs plus personnes à charge)

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En décembre 1996, un dollar des Etats-Unis équivalait à 42,20 takas.

On trouvera les statistiques pertinentes dans le profil du Bangladesh établi par le PAM, qui est disponible sur demande

### RÉSUMÉ

Le Conseil d'administration a approuvé en octobre 1996 un programme de pays pour le Bangladesh comportant un programme de développement rural de quatre ans dont les deux premières années (janvier 1997 à décembre 1998) sont couvertes par le projet 2197 (Elarg.10). En décembre 1996, un contrat opérationnel a été signé par le Gouvernement de République populaire du Bangladesh et le PAM.

Avec une population de 120 millions d'habitants, dont la moitié vivent en deçà du seuil de pauvreté, une baisse des disponibilités de céréales alimentaires par habitant, plus de 30 pour cent de chômeurs parmi la population active rurale et un PIB par habitant de 224 dollars, le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres et les moins avancés du monde. La plupart des indigents sont des hommes et des femmes sans terre vivant en zone rurale; sans qualification ni formation, analphabètes, ils ont peu de chance de trouver d'autre emploi que des travaux occasionnels dans l'agriculture. Le Bangladesh est sujet aux inondations et aux cyclones; ses forêts s'amenuisent rapidement en raison de l'augmentation brutale de la population. Plus de 100 000 hectares d'étangs abandonnés, de rivières asséchées, et autres plans d'eau inutilisés attendent d'être aménagés.

Le projet de développement rural a effectivement ouvert des perspectives d'emploi à certains ruraux pauvres. Les ouvrages créés ont à leur tour joué un rôle important dans la croissance, la diversification et le développement. Toutefois, les infrastructures construites dans le cadre du programme de développement rural ces vingt dernières années n'ont pas eu d'effet durable sur les bénéficiaires. Le dixième élargissement sera mis en oeuvre suivant une stratégie qui prévoit d'intégrer l'aide alimentaire dans le plan de développement annuel du pays et confie la coordination de l'aide alimentaire à la Commission de la planification en lieu et place du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours. Les travailleurs pauvres seront organisés en groupes par les associations du projet; ils recevront une qualification et bénéficieront de services d'épargne et de crédit afin de pouvoir disposer des outils nécessaires pour accroître leur productivité et leur degré d'autonomie. Environ 450 000 ouvriers travailleront pendant 100 jours de janvier à avril. A la fin de la quatrième année du projet, les femmes recevront environ 50 pour cent de ses ressources.

Au total, 565 000 tonnes de blé (250 000 tonnes fournies par des donateurs bilatéraux, 183 000 tonnes par le PAM, et l'équivalent en espèces de 132 000 tonnes par le gouvernement) seront distribuées aux travailleurs pendant deux ans. Les travaux à effectuer chaque année couvrent une vaste gamme d'infrastructures rurales: 2 300 kilomètres de chaussées de retenue/canaux (ressources hydriques); 400 kilomètres de routes (voirie); 1 100 hectares de plans d'eau abandonnés ou inutilisés (pêches). Par ailleurs, quatre millions de jeunes arbres seront plantés chaque année, et neuf millions d'arbres plantés les années précédentes seront entretenus jusqu'à ce que leur survie soit assurée (deux ou trois ans). La contribution du gouvernement couvrira 30 pour cent des salaires en espèces des travailleurs.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.



